

COUR SUPÉRIEURE (Actions collectives)

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-06-000895-173

DATE : Le 13 mai 2020

SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE CHANTAL TREMBLAY, J.C.S.

EMANUEL FARIAS

Demandeur

c.

FEDERAL EXPRESS CANADA CORPORATION

Défenderesse

JUGEMENT SUR APPROBATION DES AVIS RELATIFS À UNE ACTION
COLLECTIVE


[1] **CONSIDÉRANT** que le 14 novembre 2019, la Cour d'appel a confirmé le jugement de première instance autorisant une action collective contre FedEx au bénéfice de toute personne physique, personne morale de droit privé, société ou association ou autre groupement sans personnalité juridique résidant au Québec qui, entre le 21 septembre 2017 et le 20 décembre 2018, s'est fait charger des droits de douane et/ou des frais de traitement collectés par Federal Express Canada Corporation pour l'importation de tout bien en provenance d'un pays de l'Union européenne ou de tout autre pays membre de l'Accord économique et commercial global pour le Canada-Union Européenne (AEGC);

[2] **CONSIDÉRANT** que les parties demandent au Tribunal d'approuver le texte des avis aux membres prévus à l'article 576 C.p.c. ainsi que leur mode de publication;

[3] **CONSIDÉRANT** que le Tribunal est satisfait des explications fournies quant au mode de publication suggéré à l'égard des avis prévus à l'article 576 C.p.c.;

POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :

- [4] **APPROUVE** les avis aux membres joints au présent jugement;
- [5] **ORDONNE** à la défenderesse de publier la version abrégée des avis aux membres selon les modalités suivantes:
- l'avis en français sera publié, un samedi du mois de juin 2020, dans les versions papier des journaux suivants :
 - Le Journal de Montréal;
 - Le Journal de Québec;
 - l'avis en anglais sera publié, un samedi du mois de juin 2020, dans les versions papier du journal suivant :
 - The Gazette.
- [6] **ORDONNE** à la défenderesse d'assumer les frais de publication des avis dans les journaux;
- [7] **RESERVE** le droit des parties de s'adresser au Tribunal advenant toute difficulté de publication en raison des mesures sanitaires en vigueur concernant la COVID-19;
- [8] **ORDONNE** au demandeur de publier la version intégrale des avis, en français et en anglais, sur le site www.kklex.com dans les cinq (5) jours du présent jugement et d'en assumer les frais, le cas échéant;
- [9] **ORDONNE** au demandeur de publier l'avis intégral et l'avis abrégé, tant en français qu'en anglais, sur le site du registre des actions collectives dans les cinq (5) jours du présent jugement et sans frais pour la défenderesse;
- [10] **LE TOUT**, frais à suivre.


CHANTAL TREMBLAY, J.C.S.

Me Sandra Mastrogiuseppe
Me Jérémie Longpré
KUGLER, KANDESTIN S.E.N.C.R.L., L.L.P.
Avocats du demandeur

Me Jean Saint-Onge
Me Karine Chênevert
BORDEN LADNER GERVAIS S.E.N.C.R.L., S.R.L.
Avocats de la défenderesse

ACTION COLLECTIVE CONTRE FEDERAL EXPRESS CANADA CORPORATION

Cour supérieure de Montréal No: 500-06-000895-173

SI VOUS AVEZ ACHETÉ, ENTRE LE 21 SEPTEMBRE 2017 ET LE 20 DÉCEMBRE 2018, DES BIENS EN PROVENANCE D'EUROPE QUI ONT ÉTÉ LIVRÉS PAR FEDEX, CET AVIS PEUT AFFECTER VOS DROITS.

Une action collective contre FedEx a été autorisée au bénéfice de toute personne physique, personne morale de droit privé, société ou association ou autre groupement sans personnalité juridique résidant au Québec qui, entre le 21 septembre 2017 et le 20 décembre 2018, s'est fait charger des droits de douane et/ou des frais de traitement collectés par Federal Express Canada Corporation pour l'importation de tout bien en provenance d'un pays de l'Union européenne ou de tout autre pays membre de l'Accord économique et commercial global pour le Canada-Union européenne.

La Cour n'a pas encore statué sur le mérite de cette action collective ni sur les indemnités qui pourraient être accordées aux membres du groupe, le cas échéant.

Le texte complet de cet avis est disponible sur le registre des actions collectives de la Cour supérieure et à l'adresse suivante : www.kklex.com. Le texte complet décrit les principales questions à être traitées dans le cadre de l'action collective et les conclusions recherchées. En cas de divergence entre le présent avis et le texte complet de l'avis, ce dernier prévaut.

Si vous souhaitez rester membre du groupe, vous n'avez rien à faire.

POUR VOUS EXCLURE

Si vous désirez vous exclure de l'action collective, vous avez jusqu'au 31 août 2020 pour en aviser par écrit le greffe de la Cour supérieure du Québec, district de Montréal, au 1, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec), H2Y 1B6 par courrier recommandé. L'avis écrit d'exclusion adressé au greffe doit contenir l'information suivante : (1) le numéro de dossier de l'action collective (500-06-000895-173); (2) votre nom, votre adresse et votre numéro de téléphone; (3) votre déclaration : « *Je désire m'exclure de l'action collective* » et (4) votre signature.

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter Kugler Kandestin LLP ou leurs avocats:

Me Sandra Mastrogioseppe : smastrogioseppe@kklex.com
Me Jérémie Longpré : jlongpre@kklex.com
Kugler Kandestin, LLP
1 Place Ville-Marie, Suite 1170
Montreal, Quebec, H3B 2A7
Tel. (514) 878-2861 ou Sans frais: 1-844-999-2861
Fax: (514) 875-8424

CLASS ACTION AGAINST FEDERAL EXPRESS CANADA CORPORATION

Superior Court of Montreal No: 500-06-000895-173

IF, FROM SEPTEMBER 21, 2017, UNTIL DECEMBER 20, 2018, YOU BOUGHT GOODS ORIGINATING FROM A EUROPEAN UNION COUNTRY THAT HAVE BEEN DELIVERED BY FEDEX, THIS NOTICE MAY AFFECT YOUR RIGHTS.

A class action against FedEx was authorized on behalf of all natural persons, legal persons established for a private interest, partnership and associations or other groups not endowed with judicial personality residing in Quebec who, from September 21, 2017, until December 20, 2018, were charged and paid customs duties and/or processing fees collected by FedEx in respect of the import of any goods originating from a European Union country or a beneficiary of the Canada-European Union Comprehensive Economic and Trade Agreement.

The Court has not yet ruled on the merits of this class action, nor on any compensation that may be awarded to the class members, if any.

The full text of this notice is available at the class actions registry of the Superior Court and at the following address: www.kklex.com. The full text describes the principal issues to be dealt with in the class action and the conclusions sought. In the event of a discrepancy between the present notice and the full text of the notice, the latter prevails.

If you wish to remain a class member, you have nothing to do.

OPT OUT OPTION

If you wish to opt out of the class action, you have until August 31, 2020, to advise by writing the registry of the Superior Court of Quebec, District of Montreal, located at 1 Notre-Dame St. East, Montreal, Quebec, H2Y 1B6 by registered mail. Your written opt-out notice must include the following information: (1) the class action Court file number (500-06-000895-173); (2) your name, your address and your phone number; (3) the following statement: *"I elect to opt out of the class action"* and (4) your signature.

For more information, you can contact Kugler Kandestin, LLP or their lawyers:

Me Sandra Mastrogiuseppe : smastrogiuseppe@kklex.com

Me Jérémie Longpré : jlongpre@kklex.com

Kugler Kandestin, LLP

1 Place Ville-Marie, Suite 1170

Montreal, Quebec, H3B 2A7

Tel. (514) 878-2861, Toll-free : 1-844-999-2861

Fax : (514) 875-8424

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
No: 500-06-000895-173

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre des actions collectives)

EMANUEL FARIAS

Demandeur

-C-

**FEDERAL EXPRESS CANADA
CORPORATION**

Défenderesse

AVIS AUX MEMBRES : AUTORISATION D'UNE ACTION COLLECTIVE

SI VOUS AVEZ ACHETÉ, ENTRE LE 21 SEPTEMBRE 2017 ET LE 20 DÉCEMBRE 2018, DES BIENS EN PROVENANCE D'EUROPE QUI ONT ÉTÉ LIVRÉS PAR FEDEX, CET AVIS PEUT AFFECTER VOS DROITS.

1. Emanuel Farias a été autorisé à intenter une action collective au bénéfice du groupe suivant (le « **Groupe** ») :

[TRADUCTION] Toute personne physique, personne morale de droit privé, société ou association ou autre groupement sans personnalité juridique résidant au Québec qui, entre le 21 septembre 2017 et le 20 décembre 2018, s'est fait charger et a payé des droits de douane et/ou des frais de traitement recueillis par Federal Express Canada Corporation pour l'importation de tout bien en provenance d'un pays de l'Union européenne ou de tout autre pays membre de l'Accord économique et commercial global pour le Canada-Union européenne.

2. Les principales questions de fait ou de droit qui seront traitées collectivement à la présente étape de l'action collective sont les suivantes : [TRADUCTION]
 - a. FedEx était-elle en droit de facturer et de percevoir des droits de douane et des frais de traitement aux membres du Groupe qui ont acheté des biens en provenance d'un pays de l'Union européenne (**UE**) ou de tout autre pays membre de l'Accord économique et commercial global pour le Canada-Union européenne (**AEGC**) ?
 - b. En facturant et en percevant des droits de douane et/ou des frais de traitement depuis le 21 septembre 2017, FedEx a-t-elle contrevenu aux

dispositions de l'AEGC et/ou à ses obligations de mandataire envers son mandant ?

- c. FedEx est-elle un commerçant soumis à la *Loi sur la protection du consommateur (LPC)* ?
 - d. Est-ce que certains des membres du Groupe sont soumis à la LPC ?
 - e. Est-ce que FedEx a manqué aux obligations de la LPC en facturant et en percevant depuis le 21 septembre 2017 des droits de douane et des frais de traitement aux membres du Groupe qui ont acheté des biens en provenance d'un pays de l'UE ou d'un pays membre de l'AEGC ?
 - f. Le demandeur et les membres du Groupe sont-ils en droit de récupérer les sommes chargées par et payées à FedEx qui n'ont pas encore été remboursées ?
 - g. FedEx doit-elle payer des dommages punitifs aux membres du Groupe et, le cas échéant, quel montant de dommages punitifs FedEx devrait-elle être condamnée à payer collectivement ?
3. Les conclusions recherchées qui s'y rattachent sont les suivantes : [TRADUCTION]
- ACCUEILLIR** l'action collective contre la défenderesse;
- CONDAMNER** la défenderesse à payer au demandeur, au bénéfice du Groupe, toutes les sommes qui sont dues au Groupe, le tout avec les intérêts et l'indemnité additionnelle prévue à la loi;
- CONDAMNER** la défenderesse à payer des dommages punitifs d'au moins 20 millions \$, le tout avec les intérêts et l'indemnité additionnelle prévue à la loi;
- ORDONNER** le recouvrement collectif de l'ensemble des sommes réclamées aux présentes;
- ORDONNER** que les réclamations des membres du Groupe fassent l'objet d'une liquidation individuelle conformément aux articles 599 à 601 C.p.c. ou, si impraticable ou inefficace, **ORDONNER** à la défenderesse de procéder à toute mesure corrective que cette honorable Cour jugera être dans l'intérêt des membres du Groupe;
- CONDAMNER** la défenderesse à toute autre mesure jugée appropriée;
- LE TOUT** avec les frais de justice, y compris tous les frais pour les pièces, les rapports d'experts et la publication des avis.
4. L'action collective procédera dans le district judiciaire de Montréal.

5. **Tous les membres du Groupe sont invités à communiquer avec les avocats du Groupe identifiés ci-après pour avoir plus d'informations sur l'action collective et afin de connaître leurs droits. Les communications sont confidentielles et gratuites :**

Me Sandra Mastroggiuseppe : smastroggiuseppe@kklex.com
Me Jérémie Longpré : jlongpre@kklex.com

Kugler Kandestin, LLP
1 Place Ville-Marie, Suite 1170
Montreal, Quebec, H3B 2A7
Tel. (514) 878-2861
Sans frais: 1-844-999-2861
Fax: (514) 875-8424

6. Tous les membres du Groupe bénéficient automatiquement et sont liés par l'action collective, sans devoir s'y inscrire.
7. **Si vous ne souhaitez pas être liés par l'action collective, vous devez vous exclure du Groupe, de la façon suivante :**
- a. Si un membre n'a pas déjà formé une demande personnelle contre Federal Express Canada Corporation, ce membre peut s'exclure du Groupe en avisant le greffier de la Cour supérieure du district de Montréal en conformité avec l'article 580 du *Code de procédure civile*. Ainsi, vous pouvez vous exclure de l'action collective jusqu'au 31 août 2020, en avisant par écrit le greffe de la Cour supérieure du Québec, district de Montréal, au 1, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec), H2Y 1B6, par courrier recommandé. L'avis écrit d'exclusion adressé au greffe doit contenir l'information suivante : (1) le numéro de dossier de l'action collective (500-06-000895-173); (2) votre nom, votre adresse et votre numéro de téléphone; (3) votre déclaration : « *Je désire m'exclure de l'action collective* » et (4) votre signature.
 - b. Tout membre du Groupe qui a déjà formé une demande personnelle contre Federal Express Canada Corporation devant un tribunal de droit civil dont disposerait le jugement final dans le cadre de la présente action collective est réputé s'être exclu du Groupe de la présente action collective si ce membre ne se désiste pas de son action individuelle avant l'expiration du délai d'exclusion.
8. Un membre du Groupe peut se faire accorder le statut d'intervenant si son intervention est considérée comme étant utile au Groupe.
9. Outre le représentant ou un intervenant, aucun membre du Groupe ne peut être condamné à payer les frais de justice de l'action collective.

10. La présente action collective n'est pas terminée et un jugement final n'a pas encore été rendu. Un nouvel avis pourrait être publié une fois que le jugement final aura été rendu dans le cadre de la présente action collective.
11. Le présent avis est donné en vertu du *Code de procédure civile du Québec* et sur ordre de la Cour. Le présent avis constitue un résumé des motifs du jugement d'autorisation. En cas de conflit entre les termes du présent avis et les motifs du jugement d'autorisation, ces derniers prévalent.
12. Le présent avis est une traduction d'une version originale anglaise. En cas de conflit entre les termes du présent avis et ceux de l'avis original anglais, c'est ce dernier qui prévaudra.

Le présent avis a été autorisé et approuvé par l'honorable Chantal Tremblay, J.C.S.

CANADA
PROVINCE OF QUEBEC
DISTRICT OF MONTREAL
No: 500-06-000895-173

**SUPERIOR COURT
(Class Action)**

EMANUEL FARIAS

Representative

-VS-

**FEDERAL EXPRESS CANADA
CORPORATION**

Defendant

NOTICE TO MEMBERS: AUTHORIZATION OF A CLASS ACTION

IF, FROM SEPTEMBER 21, 2017, UNTIL DECEMBER 20, 2018, YOU BOUGHT GOODS ORIGINATING FROM A EUROPEAN UNION COUNTRY THAT HAVE BEEN DELIVERED BY FEDEX, THIS NOTICE MAY AFFECT YOUR RIGHTS.

1. Emanuel Farias has been authorized to institute a class action on behalf of the following Class (the "**Class**");

All natural persons, legal persons established for a private interest, partnership and associations or other groups not endowed with judicial personality residing in Quebec who, from September 21, 2017, until December 20, 2018, were charged and paid customs duties and/or processing fees collected by Federal Express Canada Corporation in respect of the import of any goods originating from a European Union country or a beneficiary of the Canada-European Union Comprehensive Economic and Trade Agreement.

2. The following principal issues of fact or law will be dealt with collectively at the present stage of the class action:
 - a. Was/is FedEx entitled to charge and collect customs duties and/or processing fees from members of the Class who purchased goods originating from a European Union (**EU**) country or other beneficiary of the Canada-European Union Comprehensive Economic and Trade Agreement (**CETA**) after its coming into force?

- b. Did FedEx, in charging and collecting customs duties and/or processing fees from September 21, 2017, breach the terms of CETA and/or the obligations of the mandatory towards its mandator?
 - c. Is FedEx a merchant governed by the *Consumer Protection Act (CPA)*?
 - d. Are certain members of the Class consumers governed by the CPA?
 - e. Did FedEx fail to comply with the requirements of the CPA by charging and collecting from September 21, 2017, customs duties and processing fees from members of the Class who purchased goods originating from a EU country or other beneficiary of the CETA?
 - f. Are Plaintiff and the members of the Class entitled to recover the amounts so charged and paid to FedEx that were not yet reimbursed?
 - g. Is FedEx liable to pay punitive damages to consumer members of the Class and if so, what amount of punitive damages should FedEx be condemned to pay, collectively?
3. The Representative seeks the following conclusions in respect of the above issues:
- GRANT** the Class Action against the Defendant;
- CONDEMN** the Defendant to pay to the Plaintiff, for the benefit of the Class, all amounts owing to the Class, the whole with interest and the additional indemnity provided by law;
- CONDEMN** the Defendant to pay punitive damages in the minimum amount of \$20 million, *sauf à parfaire*, the whole with interest and the additional indemnity provided by law;
- ORDER** the collective recovery of the total amount of the claims herein;
- ORDER** that the claims of the members of the Class be the object of individual liquidation in accordance with Articles 599 to 601 CCP or, if impractical or inefficient, order the Defendant to perform any remedial measures that this Honourable Court deems to be in the interests of the members of the Class;
- CONDEMN** the Defendant to any further relief as may be just and proper;
- THE WHOLE** with legal costs, including the costs of all exhibits, reports, expertise and publication of notices.
4. The class action will proceed in the District of Montreal.

5. **All members of the Class are invited to communicate with the following attorneys for the Class, in order to obtain additional information in respect of the class action and in order to be informed of their rights. The communications will be confidential and free of charge:**

Me Sandra Mastrogiuseppe : smastrogiuseppe@kklex.com
Me Jérémie Longpré : jlongpre@kklex.com

Kugler Kandestin, LLP
1 Place Ville-Marie, Suite 1170
Montreal, Quebec, H3B 2A7
Tel. (514) 878-2861
Toll-free : 1-844-999-2861
Fax : (514) 875-8424

6. All members of the Class are automatically eligible to benefit from, and will be bound by, the class action, without needing to join.
7. **If you do not want to be bound by the class action, you must opt out of the Class, as follows:**
- a. If a member has not already instituted an individual action against Federal Express Canada Corporation, the member may opt out of the class action by notifying the clerk of the Superior Court of the district of Montreal pursuant to Article 580 of the *Code of Civil Procedure*. Thus, you can opt out of class action until August 31, 2020, in advising, by writing, the registry of the Superior Court of Quebec, District of Montreal, located at 1 Notre Dame St. East, Montreal, Quebec, H2Y 1B6, by registered mail. Your written opt-out notice must include the following information : (1) the class action Court file number (500-06-000895-173); (2) your name, your address and your phone number; (3) the following statement : *"I elect to opt out of the class action"* and (4) your signature.
 - b. Any member of the Class who has already instituted an individual action against Federal Express Canada Corporation before a civil court which the final judgment of the present class action would otherwise determine, is deemed to have opted out of the present class action if he or she does not discontinue his or her individual action prior to the deadline to opt out.
8. A member may be granted intervenor status if the Court considers same to be useful to the Class.
9. No class member other than the class representative or an intervenor may be condemned to pay legal costs arising from the class action.

10. The class action has not ended, and a final judgment has not yet been rendered. A new notice will be published once a final judgment has been rendered in respect of this class action.
11. This notice is given pursuant to the *Code of Civil Procedure* of Quebec and by Order of the Court. It is a summary of the terms of the authorization judgment. If there is any conflict between the provisions of this notice and the terms of the authorization judgment, the authorization judgment shall prevail.

The present notice was authorized and approved by the Honourable Chantal Tremblay, J.C.S.